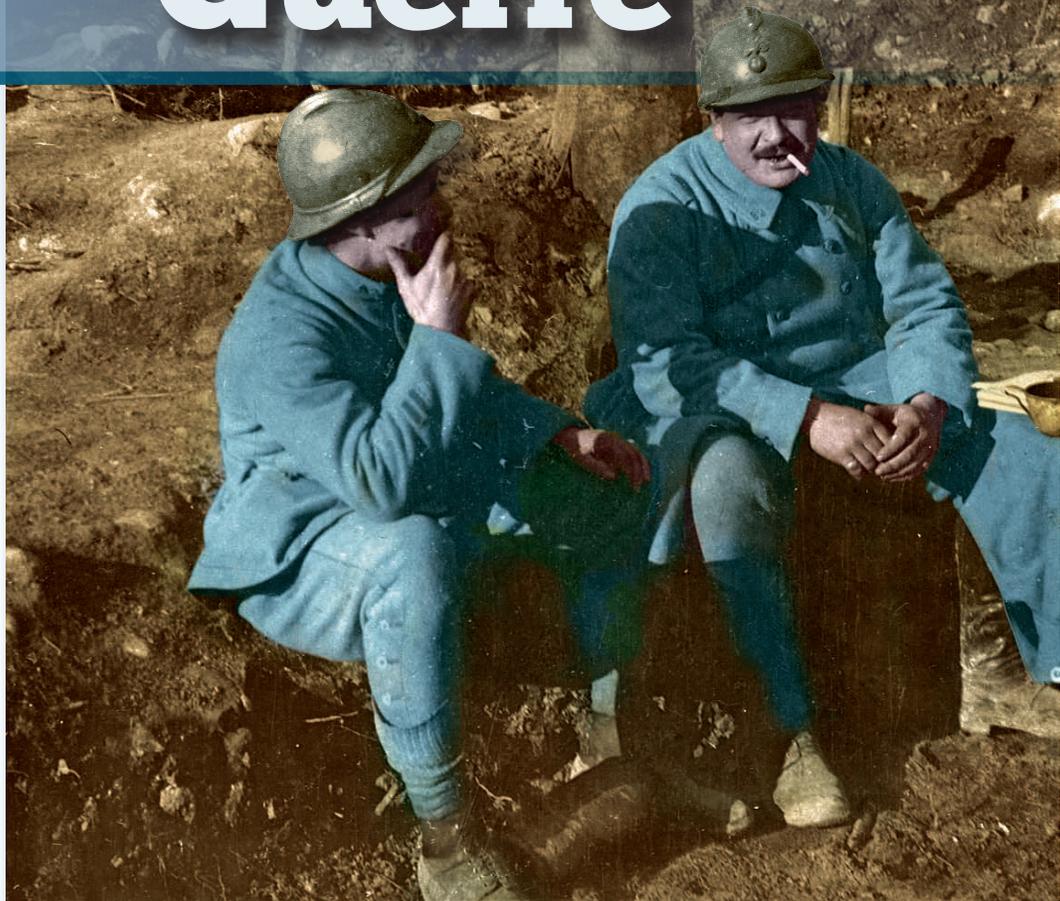


Le Loiret dans la Grande Guerre



*Quant à moi je voudrais bien
être seulement cent ans plus
vieux pour avoir oublié cette
histoire là.*

« Quant à moi, je voudrais bien être seulement cent ans plus vieux pour avoir oublié cette histoire-là. »

*Achille Sailleau, caporal au 331^e R.I.,
30 août 1915*

Arch. dép. du Loiret, 1J 2021.

Le souhait d'Achille Sailleau, en forme de boutade, ne pouvait se réaliser. Moins d'ailleurs parce qu'il est mort une semaine plus tard, touché d'une balle en plein cœur à Vauquois, que parce qu'il est inimaginable d'oublier un tel conflit, qui a mobilisé tant d'hommes, usé tant de populations, vu tant d'horreurs, fait tant de victimes, épuisé tant de pays. Un siècle plus tard, l'histoire et la mémoire de la Grande Guerre s'imposent encore comme indispensables à la compréhension de notre monde. Département de l'arrière, le Loiret a participé à sa mesure à l'effort de guerre, en mettant ses ressources humaines et matérielles au service de la défense du pays, et en payant

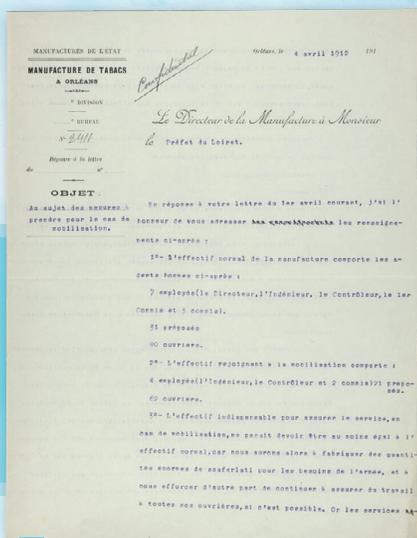
aussi un lourd tribut à cette guerre d'un genre nouveau : dans la région militaire d'Orléans, un soldat sur cinq n'a pas survécu à cette tourmente.

Les Archives départementales du Loiret ont puisé dans les très riches fonds de cette période la matière d'un récit des multiples facettes de cet événement qui a bouleversé l'histoire. Sans l'apport des archives des communes du Loiret et sans les documents familiaux confiés par de nombreux loirétains, il lui manquerait un aspect plus humain et plus sensible : que ces donateurs et dépositaires en soient chaleureusement remerciés.

Exposition conçue par le service éducatif des Archives départementales du Loiret.

Textes : Sylvain Négrier, professeur chargé de mission auprès du service éducatif, et Françoise Lemarié, responsable du service éducatif.
Conception graphique : Direction de la Communication et de l'Information du conseil général du Loiret
Photographies : Franck Meunier et Luc Voland.

La défaite française lors de la guerre de 1870 contre la Prusse a été analysée à l'époque comme le résultat de l'impréparation du pays. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, la France prend donc des mesures visant à remédier à ce problème dans l'éventualité d'un autre conflit. Avec l'instauration du service militaire obligatoire de deux ans pour tous en 1905, durée allongée à trois ans en 1913, l'État se préoccupe de l'organisation de la mobilisation. Il faut notamment que dans les entreprises seuls les hommes réellement indispensables puissent obtenir un sursis.



L'avant-guerre

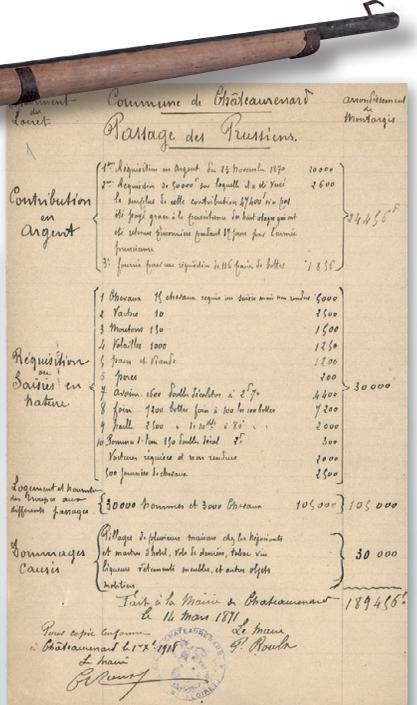


4
Petite fille déguisée en Alsacienne à l'hôpital militaire d'Orléans, Pâques 1916.
Arch. dép. du Loiret, 15 Fi 1.

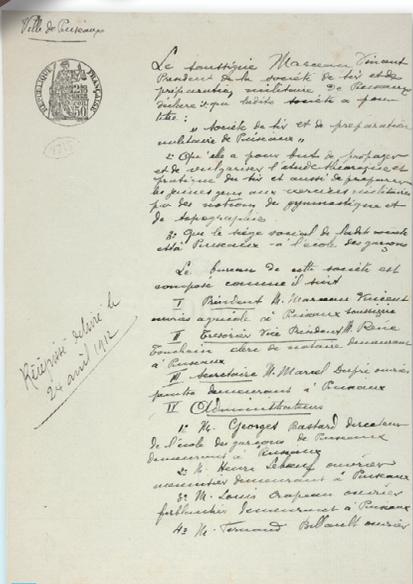
La population française s'associe à cet effort de préparation d'une nouvelle guerre. Dans les communes, l'embrigadement de la jeunesse au sein de sociétés de tir et de préparation militaire vise à faire des enfants de futurs citoyens-soldats. Les fusils des « bataillons scolaires » ne sont que des jouets, le plus souvent délaissés à la veille du conflit, mais les objectifs poursuivis par ces sociétés sont clairement exposés, comme dans les statuts de celle de Puisseaux, fondée en 1912 : les exercices physiques doivent former des guerriers.

Par ailleurs les Français, traumatisés par les terribles conditions du traité de Francfort (1871) et humiliés par l'occupation du territoire national, nourrissent un fort ressentiment à l'égard de l'Allemagne. Fortement atténué au fil des ans, il est réactivé dès le déclenchement de la guerre. La récupération de l'Alsace-Lorraine constitue ainsi un horizon symbolique durant tout le conflit : la cathédrale de Strasbourg ou le costume traditionnel des Alsaciennes sont très présents dans les instruments de propagande.

7
Lettre du directeur de la Manufacture de tabacs d'Orléans au préfet du Loiret, 4 avril 1912.
Arch. dép. du Loiret, 4 M 81.



2
Fusil de bataillon scolaire provenant de Saint-Gondon.
Arch. dép. du Loiret, 18 O-SUPPL 1 R 15.



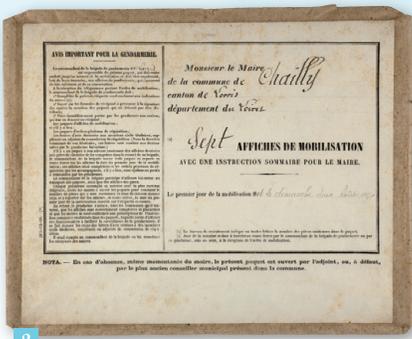
3
Statuts de la Société de tir et de préparation militaire de Puisseaux, avril 1912.
Arch. dép. du Loiret, 168 W 29656.

5
Compte des dépenses liées au « passage des Prussiens » en 1871 à Châteauneufard et repris en 1918 pour en demander le remboursement.
Arch. dép. du Loiret, 1111 W 96032].

Enfin, une fois la victoire acquise, en complément des exigences nationales, les autorités locales font connaître les réparations qu'elles attendent pour les préjudices subis lors de l'occupation allemande, près d'un demi-siècle auparavant. Elles ressortent de leurs archives la facture de la guerre précédente, n'oubliant rien, ni le bétail réquisitionné, ni les frais de logement des troupes, ni les maisons pillées.

La crise européenne de juillet 1914, consécutive à l'assassinat de l'héritier de l'empire d'Autriche-Hongrie le 28 juin, conduit au déclenchement du conflit. La mobilisation générale est décrétée le 1^{er} août pour le lendemain, avant même que l'Allemagne ne déclare la guerre à la France le 3 août. Soigneusement planifiée, l'organisation de cette mobilisation ne laisse rien au hasard : des affiches imprimées d'avance sont envoyées dans les communes dans une enveloppe porteuse d'instructions précises pour les gendarmes qui en assurent le transport ; les lieux d'affichage ainsi que les consignes pour les maires sont rappelés.

L'entrée en guerre



2 Enveloppe contenant les affiches de mobilisation pour la commune de Chailly.

Arch. dép. du Loiret, 484 O-SUPPL 4 H 9.

Au niveau politique, les partis sont unanimes à se rallier à la guerre, alors que quelques jours auparavant on suspectait encore les socialistes d'y être hostiles. Le 4 août le président de la République Raymond Poincaré appelle à « l'Union sacrée » de toutes les forces politiques du pays. Les querelles anciennes, notamment la division de la population lors de la séparation des Églises et de l'État en 1905, sont oubliées au nom de l'intérêt supérieur de la Nation. Ainsi, le curé de Saint-Denis de l'Hôtel n'hésite pas à se faire photgraphier fusil à la main en train de surveiller les voies ferrées qui emportent les mobilisés vers leur destin.



1 Affiche annonçant la mobilisation générale, 2 août 1914.

Arch. dép. du Loiret, 12 Fi.

Les soldats ne sont pas partis la « fleur au fusil » comme l'armée a réussi à le faire croire pendant longtemps, mais ils avaient le sentiment d'accomplir un devoir pour lequel ils avaient été préparés. L'ambiance générale est donc de l'acceptation de la guerre, dont on pense qu'elle sera courte, et le nationalisme s'exprime sans retenue jusque dans la presse locale qui titre « Vive la France ! » et salue l'élan patriotique qui parcourt les pays.



3 Une du Républicain orléanais et du Centre, 3 août 1914.

Arch. dép. du Loiret, R 201.



4 Une du Patriote orléanais, 5 août 1914.

Arch. dép. du Loiret, R 130.



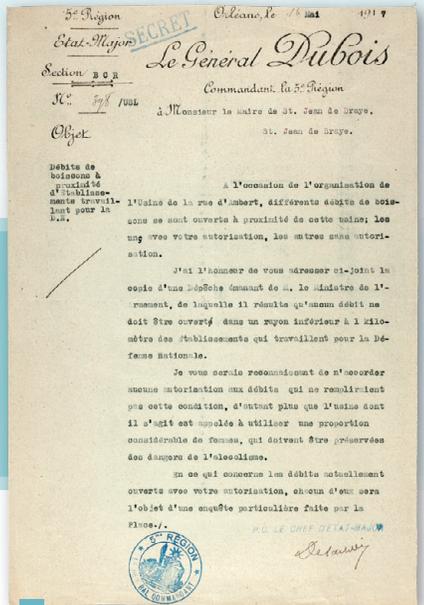
5 L'abbé Renard, curé de Saint-Denis-de-l'Hôtel, surveillant les voies ferrées à Saint-Uy, s. d.

Arch. dép. du Loiret, 9 Fi 25.

Dès le début des hostilités, l'économie française doit s'adapter à l'effort de guerre. Au mois d'août 1914, près de 4 millions d'hommes sont mobilisés, de jeunes actifs qu'il faut remplacer. Les femmes, qui constituent une main-d'œuvre immédiatement disponible, sont sollicitées jusque dans les usines d'armement, où elles acquièrent le surnom de « munitionnettes ». Pour des questions de moralité plus que par souci sanitaire, on veille à ce que les débits de boissons ne s'installent pas trop près de leur lieu de travail. L'accès des militaires aux bars et restaurants est également réglementé pour les mêmes raisons.

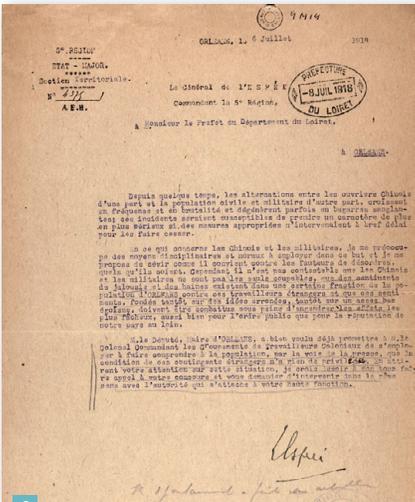
L'effort de guerre

L'enlèvement du conflit a conduit la France à faire appel aussi à des ouvriers étrangers, venus d'Europe pour certains, mais issus des colonies pour beaucoup d'autres. Ils sont souvent mal acceptés par la population, dont les préjugés à leur égard sont forts, et les incidents sont fréquents. En 1918, dans la région d'Orléans, des travailleurs asiatiques sont régulièrement victimes de violences, obligeant les autorités à réagir vivement pour rétablir le calme et préserver « la réputation de notre pays au loin », pour reprendre les mots du général de l'Espée.



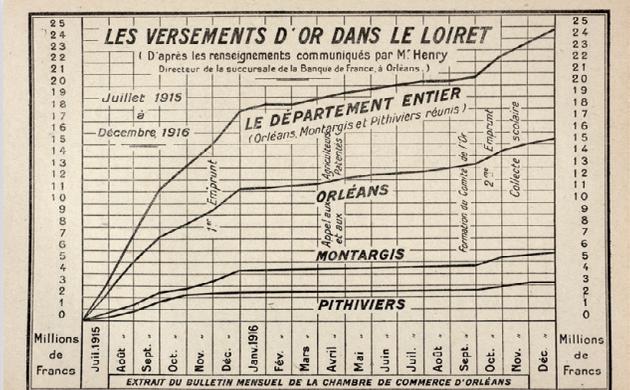
1 **Lettre du général Dubois, commandant la 5^e région militaire, au maire de Saint-Jean-de-Braye, 16 mai 1917.**

Arch. dép. du Loiret, 492 O-SUPPL 4 H 53.



2 **Lettre du général de L'Espée, commandant la 5^e région militaire, au préfet du Loiret, 6 juillet 1918.**

Arch. dép. du Loiret, 4 M 14.



3 **Les versements d'or dans le Loiret entre juillet 1915 et décembre 1916, graphique publié dans le Bulletin mensuel de la Chambre de commerce d'Orléans, février 1917.**

Arch. dép. du Loiret, BH Br 13.



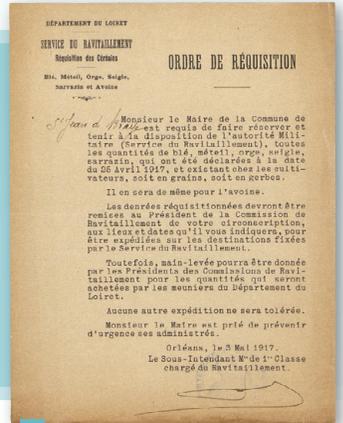
4 **Affiche appelant à souscrire à l'emprunt de la Défense nationale, 1918.**

Arch. dép. du Loiret, 12 Fi.

Enfin, le besoin croissant d'argent d'un État engagé dans une guerre longue l'oblige à lancer des emprunts ou des appels aux dons. Certaines catégories de la population font l'objet de collectes ciblées (agriculteurs, commerçants...) mais ce sont tous les Français qui sont invités à placer leur épargne dans l'effort de guerre à grand renfort d'affiches patriotiques, avec une certaine efficacité puisqu'en décembre 1916 les Loirétains avaient déjà prêté près de 25 millions de francs à la nation.

L'économie de guerre pèse lourdement sur la population. Les besoins de l'armée sont considérables et se traduisent par des ordres de réquisition qui concernent particulièrement les produits alimentaires car il faut nourrir quotidiennement des millions de soldats. Céréales et bétail figurent donc parmi les demandes prioritaires adressées aux communes. Le département du Loiret, très agricole, livre ainsi une partie de la production de ses fermes, non sans susciter des agacements face à ces prélèvements patriotiques jugés trop fréquents ou mal répartis.

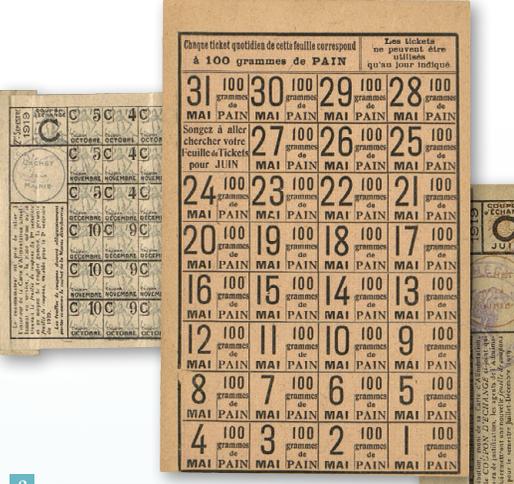
Les difficultés quotidiennes



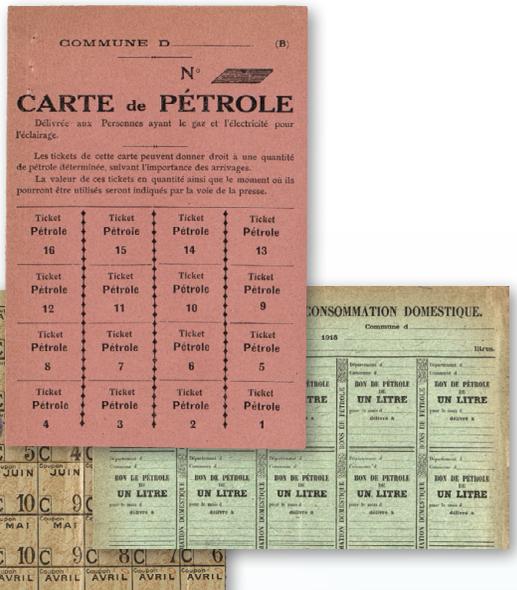
2 **Ordre de réquisition de céréales pour la commune de Saint-Jean-de-Braye, 3 mai 1917.**
Arch. dép. du Loiret, 492 O-SUPPL 4 H 43.

1 **Répartition des réquisitions de vins pour la commune de Saint-Jean-de-Braye lors de la récolte de 1916.**
Arch. dép. du Loiret, 492 O-SUPPL 4 H 38.

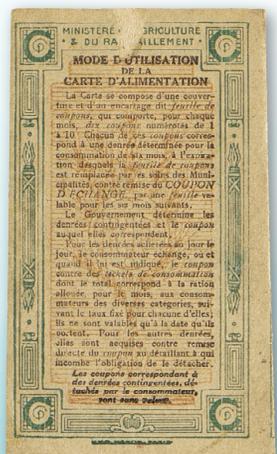
Des cartes de rationnement font progressivement leur apparition. Elles se présentent sous la forme de livrets renfermant des coupons échangeables contre des marchandises. Un grand nombre de produits, essentiellement d'alimentation, sont touchés, à commencer par le pain dont la consommation est habituellement très élevée et dont la limitation est durement ressentie. Le pétrole est également concerné car la motorisation croissante du matériel militaire nécessite une quantité toujours plus importante de carburant.



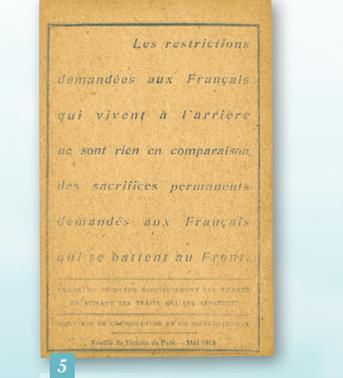
3 **Coupons à échanger contre divers produits, dont pain et pétrole.**
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2025 et 20 M 52.



La population, qui subit une inflation jusque-là inconnue, vit mal ces restrictions et la tentation est grande pour elle de contourner ces dispositifs. L'État compte sur le patriotisme des citoyens pour éviter que les coupons ne soient détournés de leur usage, quitte à culpabiliser les Français de l'arrière en invoquant le sacrifice de ceux qui sont sur le front. Il ne manque pas non plus de rappeler sur les cartes les sanctions auxquelles s'exposent les fraudeurs.



4 **Carte d'alimentation de Robert Béraut, habitant de Chécy, délivrée le 15 décembre 1918.**
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2025.



5 **Revers d'une feuille de tickets de pain, mai 1918.**
Arch. dép. du Loiret, 20 M 52.

Face aux malheurs d'une guerre dont l'étendue et la durée ont été sans précédent, la France en a appelé constamment à la solidarité tant nationale qu'internationale. Au début du conflit, l'avancée allemande jette sur les routes des milliers de Belges et de Français des départements envahis. Le pays s'organise pour les héberger, et le Loiret en prend sa part. Malgré le versement d'une allocation, ces déracinés, parfois surnommés les « boches du Nord », sont restés dans une situation matérielle précaire, des familles se sont trouvées séparées, et leur patience a été éprouvée car seule la fin de la guerre a permis de régler leur situation.



2
« Frères d'armes », carte postale réunissant un soldat français, deux soldats britanniques et un zouave.
Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 4909.

La solidarité nationale et internationale

Le Loiret accueille aussi des troupes coloniales et étrangères, dont l'exotisme attise la curiosité des habitants et inspire les éditeurs de cartes postales. Ces dernières rappellent que la France peut compter sur ces forces venues de loin pour contribuer à une victoire inatteignable sans leur soutien. De plus les alliés de la France sont mis en avant à travers des honneurs symboliques, comme le pavoisement décidé lors du ralliement de la Roumanie (août 1916), ou des collectes de fonds organisées au profit des pays amis, à l'image de la journée serbe (25 juin 1916). L'entrée en guerre des États-Unis en 1917, perçue comme décisive, est célébrée à son tour.



3
Soldats indiens à Orléans en 1914.
Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 4917.



1
Laissez-passer d'enfants belges rejoignant leurs parents à Patay.
Arch. dép. du Loiret, 508 O-SUPPL 4 H 6.



4
Télégramme invitant la mairie d'Autry à pavoyer en l'honneur de l'entrée en guerre de la Roumanie, 29 août 1916.
Arch. dép. du Loiret, 361 O-SUPPL 4 H 5.

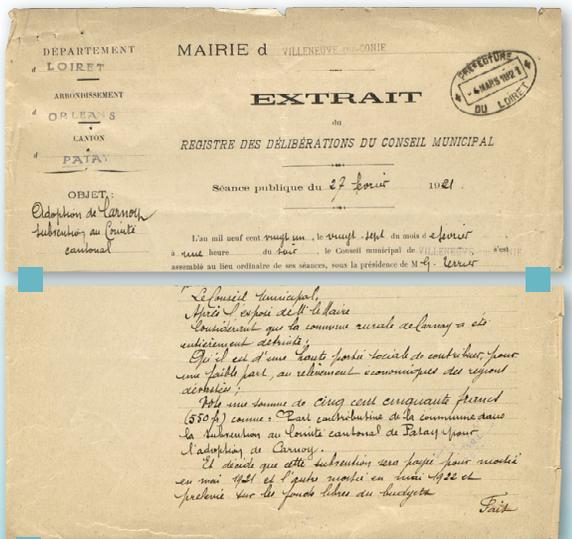
Après la fin de la guerre, les cantons du Loiret sont invités à « adopter » une commune de la Somme sinistrée par les combats, ce qui consiste surtout en l'envoi d'argent pour en financer la reconstruction. Cette démarche n'est pas spontanée, c'est une demande de l'État, mais chaque commune contribue à cet effort en fonction de ses possibilités financières et avec le sentiment de participer à une œuvre de solidarité nationale.



6
Image d'un soldat américain utilisée comme marque commerciale, juillet 1918.
Arch. dép. du Loiret, 6 U 40180.



5
Courrier-type pour les jeunes filles chargées de la collecte et insigne de la « Journée serbe » à Davray, 25 juin 1916.
Arch. dép. du Loiret, 363 O-SUPPL 4 H 14.



7
Adoption de la commune de Carnoy dans la Somme par Villeneuve-sur-Conie, 27 février 1921.
Arch. dép. du Loiret, 508 O-SUPPL 4 H 7.

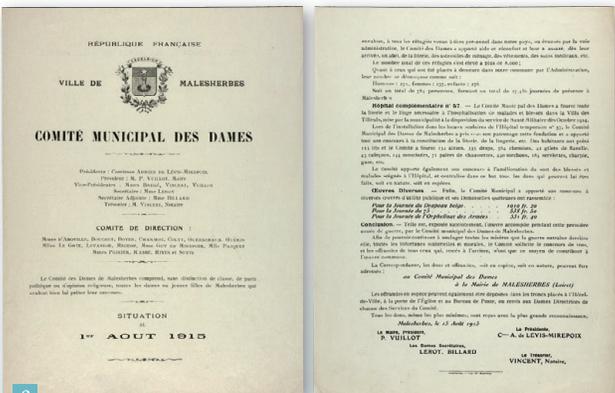
Les femmes doivent très vite remplacer les hommes partis au front, particulièrement dans le monde rural. À leurs tâches habituelles s'ajoutent ainsi les travaux pénibles des champs, et ce dès août 1914. Ce sont elles qui vont « veiller au grain » et se défendre face aux réquisitions jugées souvent inéquitables.

Les femmes dans la guerre

En ville, les femmes assument aussi des fonctions d'ordinaire dévolues aux hommes, comme la conduite de véhicules de transports en commun ou la fabrication des armes. Si leur salaire est inférieur à celui des ouvriers, c'est moins une revendication d'égalité que la cherté de la vie qui suscite des grèves féminines en 1917. À Orléans, l'auteur de l'article du *Journal du Loiret* relatant une agitation nocturne d'ouvrières ne cache même pas sa condescendance ni sa réprobation.

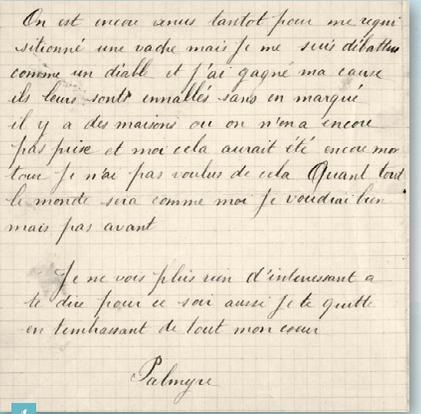


3 Carte postale "Pensée à l'absent" envoyée par Émile Gallier à sa femme, 14 février 1916. Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 3-102.



3 Comité municipal des Dames de Malesherbes, imprimé sur la situation du comité au 1^{er} août 1915. Arch. dép. du Loiret, 509 O SUPPL 4 H 24.

L'institution des marraines de guerre, créée en 1915, doit jouer par la correspondance le rôle de la famille manquante auprès des poilus essouffés. Plus largement, les soldats voient en la femme l'incarnation de la douce vie de l'arrière, qu'il faut défendre et qu'ils espèrent rejoindre au plus vite. L'épouse, l'infirmière, l'admiratrice font l'objet de nombreux montages photographiques illustrant des sentiments qui s'exprimeraient plus difficilement par écrit.



1 Lettre de Palmye à Achille Sailleau, 4 et 6 février 1915. Arch. dép. du Loiret, 1 J 201.

Le salaire de ces ouvrières comprend une partie fixe qui est de 4 fr. 50 à 5 francs par jour et une partie qui dépend de l'habileté de l'ouvrière. Le travail, dans cet atelier, est payé aux pièces et il n'est pas rare que ces ouvrières se fassent ainsi 7, 8 et même 9 francs par jour. C'est, on en conviendra, un joli salaire pour une femme; mais il est insuffisant, paraît-il.

Une grève féminine à Orléans

Paris ayant eu ses grèves féminines, il fallait bien qu'Orléans ait la sienne. Depuis plusieurs jours, en effet, des bruits de grève couraient en ville; mais rien ne s'est produit dans les établissements où l'on s'attendait à la grève. Elle n'explosa qu'éclaté, hier soir, rue des Beaumonts, dans l'ancienne fabrique de disques allemands. C'est dans cet atelier que sont formées les couronnes qui, après un court apprêtissage, ont vocation, rue d'Amboise, viresse comprend une partie fixe qui est de 4 fr. 50 à 5 francs par jour et une partie qui dépend de l'habileté de l'ouvrière. Le travail dans cet atelier est payé aux pièces et il n'est pas rare que ces ouvrières se fassent ainsi 7, 8 et même 9 francs par jour. C'est, on en conviendra, un joli salaire pour une femme; mais il est insuffisant, paraît-il.

grévistes ayant promis aux agents de ne plus faire de bruit. À midi, nouvelle rentrée. Les ouvrières de l'épingle se présentèrent et la grève mourut aussitôt reprise le travail, mais elles eurent en instance de quelques dérangements des équipes de 8 heures et de 4 heures qui s'opposaient à la reprise du travail. L'intervention des agents et l'arrestation de deux des meneuses, fit dissiper l'attroupement qui se continuait rue des Beaumonts et dans les rues adjacentes.

Donc hier soir, à 8 heures, le travail se fait par équipes de 200 ouvrières qui prennent le travail, à 8 heures du soir, et à 8 heures du matin et à midi — donc — sur deux journées se fit comme d'habitude et le travail reprit normalement; mais on percevait une certaine agitation, quand vers 9 heures un certain nombre d'ouvrières se réunirent pour trouver le directeur de l'usine pour réclamer que le salaire fixe fut fixé à 6 francs, plus le bénéfice sur le travail aux pièces.

Un incident pénible s'est produit ce matin faubourg Saint-Jean : Pendant qu'un groupe des grévistes, en chœurs et en vêtements de travail, toutes couvertes de la poussière de la rue recueillie dans leurs longues promesses de la nuit, débattait en chœur dans le faubourg, pataca un détachement de prisonniers boches qui se rendait à son travail faubourg Saint-Jean. A ce moment, les grévistes ont crié, en s'adressant aux prisonniers et en leur jetant des fleurs qu'elles portaient à leur corsage — Vive la Révolution ! On entendit même quelques cris de : Vivez les Boches !

La police, prévenue, dépêcha ses agents pour empêcher les incidents toujours possibles quand les passions sont un peu exaltées. Après avoir déboulonné un peu partout la ville, les grévistes se retrouvèrent toutes rue des Beaumonts, devant l'usine, pour empêcher que l'équipe de 4 heures reprenne le travail. Elles se réunirent en partie, puisque trente ouvrières seulement, sur les 200, ont eu le courage de résister aux obligations des grévistes et ont pénétré dans l'usine pour y travailler. Alors, on dit de suite, que la plupart des ouvrières de l'équipe de 4 heures se demandaient si elles n'ont pas fait quelque chose de mal.

Neus ne commentons pas davantage ce douloureux incident. D'autre part, il faut croire que la sensibilité du cœur des grévistes était fortement échauffée pour avoir osé faire droit aux explications du malheureux dirigeant de l'usine de la rue des Beaumonts qui, ayant vu le malheur de sa fille, dit cette nuit une petite fille de seize mois, les suppliait d'aller plus loin chercher et etc.

Leurs cris et leurs chants d'inspiration ont été entendus par un grand nombre de nos concitoyens qui protestent un rayon de bon espoir et se réjouissent de voir, pendant toute la nuit, n'a certes pas contribué à rendre les grévistes les sympathiques. La police, prévenue, dépêcha ses agents pour empêcher les incidents toujours possibles quand les passions sont un peu exaltées. Après avoir déboulonné un peu partout la ville, les grévistes se retrouvèrent toutes rue des Beaumonts, devant l'usine, pour empêcher que l'équipe de 4 heures reprenne le travail. Elles se réunirent en partie, puisque trente ouvrières seulement, sur les 200, ont eu le courage de résister aux obligations des grévistes et ont pénétré dans l'usine pour y travailler. Alors, on dit de suite, que la plupart des ouvrières de l'équipe de 4 heures se demandaient si elles n'ont pas fait quelque chose de mal.

Après avoir déboulonné un peu partout la ville, les grévistes se retrouvèrent toutes rue des Beaumonts, devant l'usine, pour empêcher que l'équipe de 4 heures reprenne le travail. Elles se réunirent en partie, puisque trente ouvrières seulement, sur les 200, ont eu le courage de résister aux obligations des grévistes et ont pénétré dans l'usine pour y travailler. Alors, on dit de suite, que la plupart des ouvrières de l'équipe de 4 heures se demandaient si elles n'ont pas fait quelque chose de mal.

Après avoir déboulonné un peu partout la ville, les grévistes se retrouvèrent toutes rue des Beaumonts, devant l'usine, pour empêcher que l'équipe de 4 heures reprenne le travail. Elles se réunirent en partie, puisque trente ouvrières seulement, sur les 200, ont eu le courage de résister aux obligations des grévistes et ont pénétré dans l'usine pour y travailler. Alors, on dit de suite, que la plupart des ouvrières de l'équipe de 4 heures se demandaient si elles n'ont pas fait quelque chose de mal.

Après avoir déboulonné un peu partout la ville, les grévistes se retrouvèrent toutes rue des Beaumonts, devant l'usine, pour empêcher que l'équipe de 4 heures reprenne le travail. Elles se réunirent en partie, puisque trente ouvrières seulement, sur les 200, ont eu le courage de résister aux obligations des grévistes et ont pénétré dans l'usine pour y travailler. Alors, on dit de suite, que la plupart des ouvrières de l'équipe de 4 heures se demandaient si elles n'ont pas fait quelque chose de mal.



4 Infirmières et blessés, salle 1 de l'hôpital militaire d'Orléans. Arch. dép. du Loiret, 15 Fi 1.



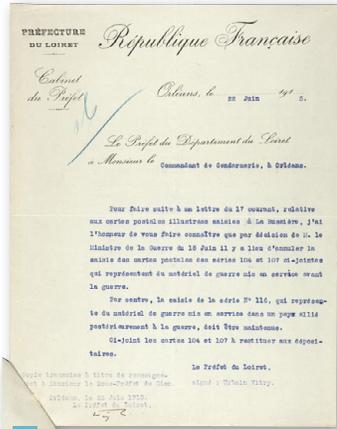
La maîtrise de l'information est perçue dès le début du conflit comme l'une des clés de la victoire. Les journaux, uniques moyens d'accès à l'actualité, sont aussitôt placés sous surveillance. Les quotidiens font parvenir un exemplaire du journal à une commission chargée d'en vérifier le contenu avant parution. Un espace blanc est réservé aux communiqués officiels qui arrivent tardivement, tandis que les articles censurés sont rayés. En effet, il faut garder une vision positive de la guerre pour éviter que le moral des Français ne faiblisse.



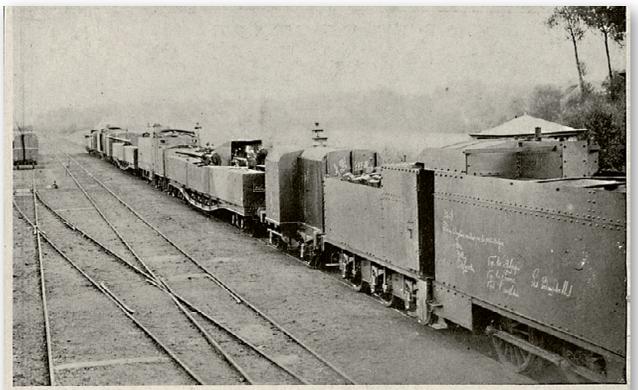
1 Le travail de la censure sur la première page du Journal du Loiret, 1^{er} février 1915. Arch. dép. du Loiret, 4 M 47

Une société sous contrôle

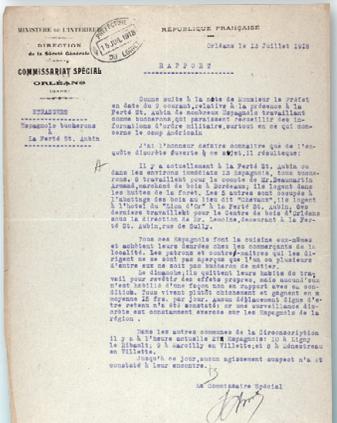
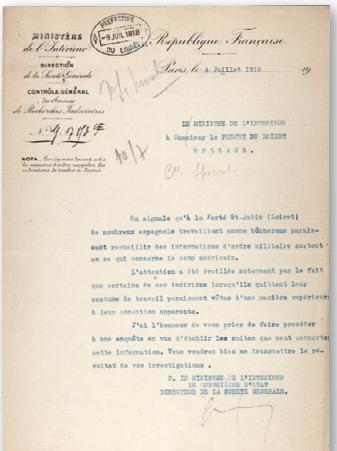
De même, la correspondance entre le front et l'arrière est soumise au contrôle postal de l'armée, instauré en 1915, qui permet de sonder l'opinion et d'intercepter certains contenus, comme la position des troupes. Les autorités militaires interdisent aussi les cartes représentant du matériel militaire mis en service après le début de la guerre, et distribuent aux poilus des cartes à l'imagerie patriotique : la propagande officielle n'envisage pas la défaite.



2 Courrier du préfet du Loiret au commandant de gendarmerie d'Orléans au sujet de cartes postales censurées, 22 juin 1915. Arch. dép. du Loiret, Z 79920



3 Cartes postales censurées : matériel militaire mis en service après le début de la guerre, 1915. Arch. dép. du Loiret, 20 M 2.



5 Enquête sur des bûcherons espagnols soupçonnés d'espionnage à La Ferté-Saint-Aubin, juillet 1918. Arch. dép. du Loiret, 4 M 14.



4 Carte à illustration patriotique, 1915. Arch. dép. du Loiret, 488 J 2.

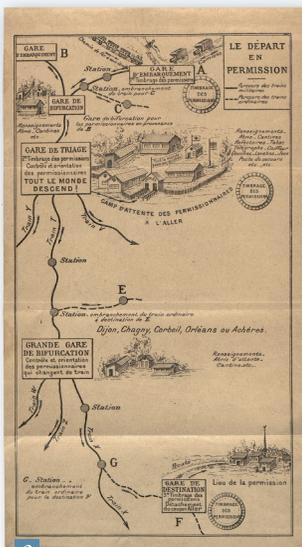
Enfin, pour limiter l'efficacité de l'espionnage allemand, les autorités incitent la population à être méfiante. Mais cet appel à la prudence se traduit par le développement de « l'espionnisme », psychose collective qui consiste à voir dans des détails anodins des agissements de l'ennemi. Des entreprises sont stigmatisées en raison d'un nom à consonance germanique (comme les bouillons Kub), des schémas de crayons explosifs circulent, des ouvriers étrangers sont suspectés à tort de recueillir des informations militaires simplement parce qu'ils changent d'habits.



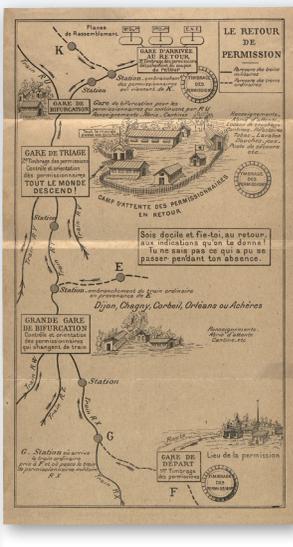
6 Schéma d'un crayon explosif, juillet 1918. Arch. dép. du Loiret, 4 M 14.

L'activité à l'arrière est intense pour soutenir les soldats, moralement et matériellement, notamment par l'envoi de lettres et de colis lors des fêtes. De son côté, le soldat écrit, bénéficiant de la gratuité des courriers militaires. Entre 2 et 4 milliards de missives furent envoyées depuis le front durant la guerre ainsi qu'environ 200 000 colis quotidiens. Mobilisé à Orléans puis en Argonne, Théodore Lefort écrit tous les jours à son père qui a conservé plus de 600 lettres de lui.

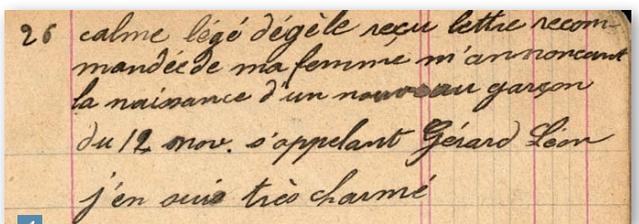
Les relations front-arrière



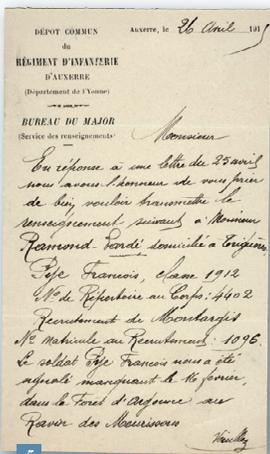
2 Guide du permissionnaire de Gabriel Jauset, soldat au 330^e régiment d'infanterie en 1914-1918. Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 5.



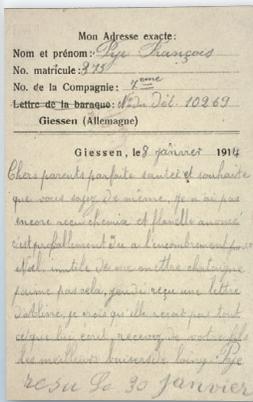
Les permissions sont très attendues par les soldats et leurs familles, mais les permissionnaires restent contrôlés : un guide pratique leur permet de s'y retrouver dans leur trajet et leur rappelle leurs obligations, en conseillant de soigner leur tenue pour faire bonne impression et donner confiance aux gens de l'arrière.



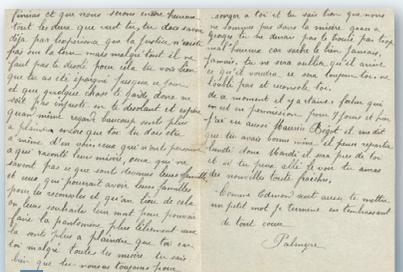
4 Carnet de guerre de Léon Vinauger, 21 nov.-3 déc. 1914. Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 1-10.



5 Courriers relatifs au prisonnier Paul François Pyé à Triguères, 1915 et 1917. Arch. dép. du Loiret, 429 O-SUPPL 4 H 3.



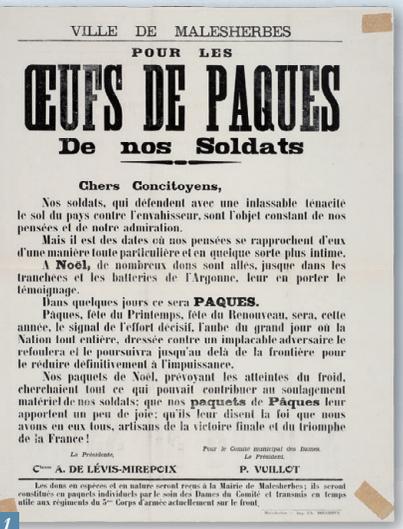
L'interruption des nouvelles est source d'angoisse. Les familles, comme celle de François Pyé à Triguères, attendent les informations transmises laconiquement par l'armée. Apprendre qu'un proche a été fait prisonnier est un soulagement dans ces circonstances.



6 Lettre de Palmyre Saillieu à son mari, 8 septembre 1915. Arch. dép. du Loiret, 1 J 2021.



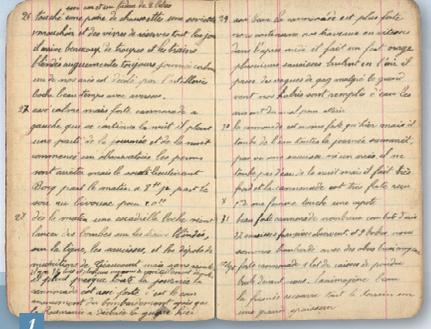
3 Lettres de Théodore Lefort à son père. Arch. dép. du Loiret, 496 J.



1 Appel à la population du Comité des Dames de Malesherbes pour l'envoi de colis de Pâques aux soldats. Arch. dép. du Loiret, 509 O-SUPPL 4 H 26.

Les soldats évoquent parfois les rats, les poux, la boue, mais le ton cherche à rassurer et ils se proclament invariablement en bonne santé. Ils reçoivent des nouvelles régulières de l'arrière, tel Léon Vinauger apprenant sur le front qu'il est à nouveau papa. À l'instar de beaucoup d'épouses, Palmyre Saillieu, agricultrice à Chilleurs-aux-Bois, raconte à son mari la vie de la ferme et des enfants. Lorsqu'elle lui exprime ses sentiments, le 8 septembre 1916, elle ne sait pas encore qu'il est décédé depuis deux jours et qu'elle ne s'en remettra jamais.

La génération appelée sous les drapeaux en 1914-1918 a appris à écrire à l'école de la République, et c'est munis d'un cahier que bon nombre de soldats sont partis au combat. Beaucoup ont tenu des carnets ou journaux de guerre, souvent interrompus lorsque celle-ci s'enlise dans la monotonie des tranchées. Léon Vinauger, artilleur au 120^e régiment d'artillerie lourde, a ainsi rempli trois carnets du récit quotidien de ses déplacements, des canonnades, du temps et des combats aériens, qui nous transportent aujourd'hui au cœur de ses batailles.



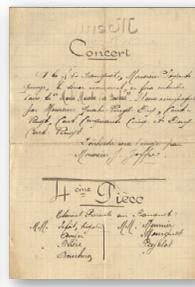
Carnet de guerre de Léon Vinauger, 26 août - 1^{er} sept. 1916.

Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 1-61.

Soldats témoins de la guerre

relève aux divers téléphones. Lorsqu'on lui téléphone d'exécuter un tir à tel endroit, vite il fait appeler les chefs de pièces et leur indique le numéro de tir à exécuter, le nombre de coups à tirer... etc. On reprend le pas de gymnastique pour retourner à sa pièce, car il faut faire vite ; pendant ce temps les servants ont tout préparé ; on fait alors en vitesse les calculs qui sont nécessaires et aidés du catépin que possède chaque chef de pièce en fait les rectifications qu'il y a lieu de faire et on exécute le tir. Quelquefois on a 3 ou 4 coups à tirer, quelquefois 20, souvent plus. Quand on tire un certain nombre de coups il faut se coucher, ce n'est pas drôle. Nos pièces et nos canons ne font qu'un ; elles sont placées côte à côte. Quand on tire, tout autour de la pièce tremble, le 75 étant très sec ; la terre autour de la pièce se soulève légèrement, le bruit formidable résonne dans la tête et rend sourd.

Et puis, il faut faire le plus vite possible ; l'un des principaux tirs que j'ai à faire comprend 49 coups qu'il faut tirer sans interruption. Naturellement on tire aussi la nuit, on se couche tout habillé comme toujours et quand il faut tirer on vient nous réveiller. Aussi, pour composer cela on se lève à l'aube que l'on veut le matin. La nuit quand il faut se rendre auprès du capitaine vivement, ma petite lampe m'est bien utile ; nous en avons bien une mais elle sert pour la pièce. Hier il a dégelé, et il me semble qu'à côté de nous en Champagne ils en ont profité pour se lancer quelques pommades de plus que de coutume. Hier, l'un de nos tirs a été allongé de quelques mètres ; cela vient peut-être qu'à cet endroit les Boches ont reculé quelque peu. Nous sommes cachés dans un tout petit bois devant « la P... » et sur une crête. Un ravin peu profond nous sépare des Boches qui sont de l'autre côté de ce ravin et sur



Soldats autour d'un canon de 75. Collection privée.

Extraits de lettres de Théodore Lefort à son père, 25 novembre et 25 décembre 1915. Arch. dép. du Loiret, 496 J 2.

Les écrits des soldats racontent la guerre vécue par les poilus, loin du « bourrage de crâne » imposé par les autorités. Dans ses lettres, l'ingénieur Théodore Lefort décrit dans le détail l'organisation des tirs du célèbre canon de 75. S'il respecte la censure en ne nommant pas la situation de son poste, il envoie à son père un menu de Noël dans lequel toutes les indications lui sont données avec humour, illustrant ainsi les bons moments passés avec ses camarades lors des temps libres.



Construction d'un blockhaus pour artillerie en Argonne, 1916. Soldat posant à côté d'un obus. Arch. dép. du Loiret, 510 J 2.

Messe à l'arrière-front. Ferme des environs de Sainte-Menehould, 1916. Arch. dép. du Loiret, 14 J 18.

La photographie, notamment par des clichés de qualité comme celui de cette batterie de la xv^e armée, est un autre moyen de conserver des traces de la guerre. Malgré l'interdiction de photographier sur le front, de nombreux clichés sont pris par des soldats profitant de la miniaturisation des appareils. Ceux de l'instituteur et sportif montargois Maurice Béraud immortalisent des compagnons de guerre, les mutations du paysage ou la nouveauté des armes. Il est plus rare de rendre compte des célébrations religieuses : François Miron d'Aussy rapporte la photographie d'une messe dans une simple cour de ferme.



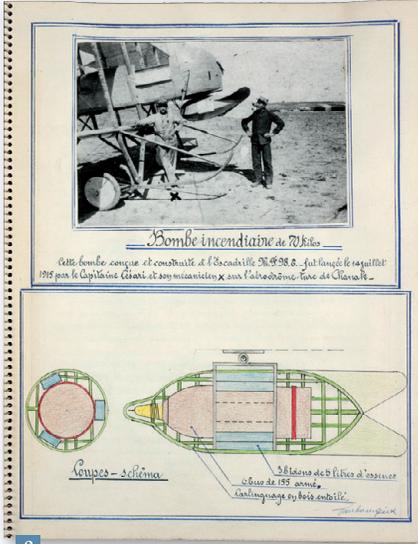
La Première Guerre mondiale se caractérise par une industrialisation de la production militaire et la recherche d'innovations susceptibles de faire basculer le conflit, transformant la manière de combattre. L'artillerie connaît un développement incroyable, tant par la taille des projectiles que par le rythme effarant des tirs : 2 millions en 2 jours lors de la première offensive de Verdun. Les canons pilonnent entièrement la zone du front, défigurant les paysages comme ce territoire entre les tranchées, le terrible *no man's land* hérissé de barbelés, photographié en juillet 1916 par Maurice Béraud en Argonne.



1 **No man's land de la cote 285, 26 juillet 1916**
 "Toute végétation a disparu", précise M. Béraud
 Arch. dép. du Loiret, 510 J 2.

Les innovations sur les champs de bataille

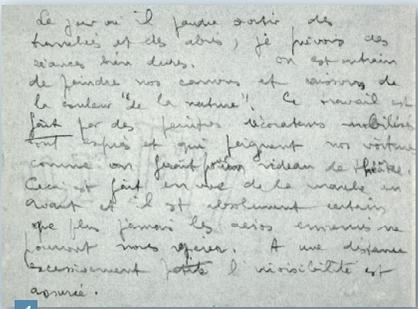
Les armes chimiques font leur entrée dans l'arsenal militaire. La première attaque au gaz de combat, menée par les Allemands, provoque une énorme émotion chez les alliés. On estime cependant que le chlore utilisé en 1915 a été relativement peu efficace, et le masque que Théodore Lefort est chargé de tester est suffisant pour y résister. La course acharnée à la toxicité conduit à l'élaboration du redoutable gaz moutarde, mais les décès dus directement aux gaz sont restés limités.



3 **Carnets écrits et dessinés par Gaston Vaubourgeix, à l'occasion du 50^e anniversaire de la déclaration de guerre.**

Arch. dép. du Loiret, 1 J 2014.

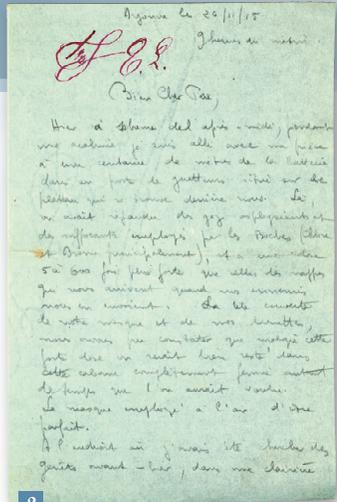
L'aviation connaît des mutations capitales. Ballons captifs, dirigeables et avions se perfectionnent, offrant de nouveaux usages militaires. Dans les Dardanelles, l'escadrille du balgentien Gaston Vaubourgeix évolue de la simple surveillance des côtes à leur couverture photographique, puis participe à l'offensive lorsqu'il équipe son biplan d'un lance-bombe de sa confection. Pour échapper aux regards, les véhicules de transport et les chars blindés, qui apparaissent alors, sont camouflés « couleur de la nature ». Ces derniers engins jouent finalement un rôle décisif dans l'issue du conflit.



4 **Lettre de Théodore Lefort à son père, 20 novembre 1916.**

Arch. dép. du Loiret, 496 J 2.

20/11/1916
 Le jour où il faudra sortir des tranchées et des abris, je prévois des séances bien dures. On est entraîné de peindre nos canons et camions de la couleur « de la nature ». Ce travail est fait par des peintres décorateurs mobilisés tout exprès et qui peignent nos véhicules comme on faisait pour un rideau de théâtre. Ceci est fait en vue de la marche en avant et il est absolument certain que plus jamais les aéro ennemis ne pourront nous repérer. A une distance excessivement petite l'invisibilité est assurée.



2 **Lettre de Théodore Lefort à son père, 26 novembre 1916.**

Arch. dép. du Loiret, 496 J 2.

Argonne le 26/11/15
 9 heures du matin
 Bien Cher Père,
 Hier à 1 heure de l'après-midi, pendant une accalmie je suis allé avec ma pièce à une centaine de mètres de la batterie dans un poste de gaziers situé sur le plateau qui se trouve derrière nous. Là, on avait répandu des gaz asphyxiants et suffocants employés par les Boches (Chlore et Brome principalement), et à une dose 5 à 600 fois plus forte que celles des nappes qui nous arrivent quand nos ennemis nous en envoient. La tête couverte de notre masque et de nos lunettes, nous avons pu constater que malgré cette forte dose on se sent bien vué dans cette cabane complètement fermée autant de temps que l'on survit vué.
 Le masque employé a l'air d'être parfait. A l'endroit où j'avais été chercher des genêts avant-hier, dans une clairière



5 **Ballon au repos, mai 1918.**

Arch. dép. du Loiret, 15 Fi 1.



6 **Char d'assaut au Chemin des Dames, 15 avril 1917**

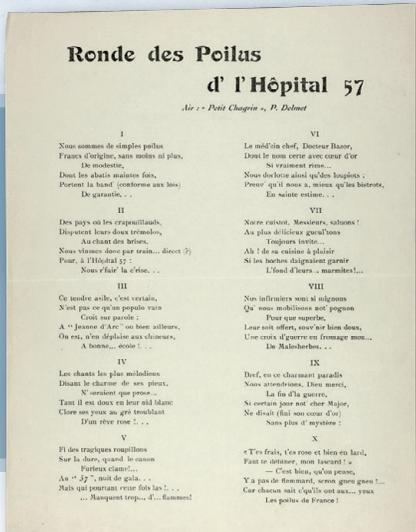
Arch. dép. du Loiret, 15 Fi 1.



Dès le mois d'août 1914, l'usage intensif de l'artillerie provoque un afflux de blessés imprévu. Presque immédiatement le Service de Santé des Armées doit multiplier les installations sanitaires, dont plusieurs milliers fonctionnent temporairement dans la zone de l'intérieur. Montargis, avec un hôpital mixte, quatre hôpitaux complémentaires et deux auxiliaires a pu proposer jusqu'à 804 lits, Beaugency près de 400, Briare 120.

La prise en charge des blessés

À Malesherbes, le contraste entre les conditions effrayantes du front et le confort des 40 lits de l'école Jeanne d'Arc inspire aux patients une chanson, moins célèbre que « La Madelon » mais tout aussi gouailleuse. Cette même chanson se termine par le trop rapide retour au front des blessés remis sur pied.



1
Ronde des poilus de l'hôpital 57, archives communales de Malesherbes.

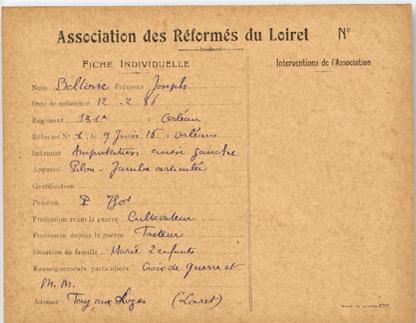
Arch. dép. du Loiret, 509 O-SUPPL 4 H 25.



2
Carte postale « La fine blessure », papiers d'Emile Gallier, de Bouilly-en-Gâtinais, soldat au 131^e régiment d'infanterie.

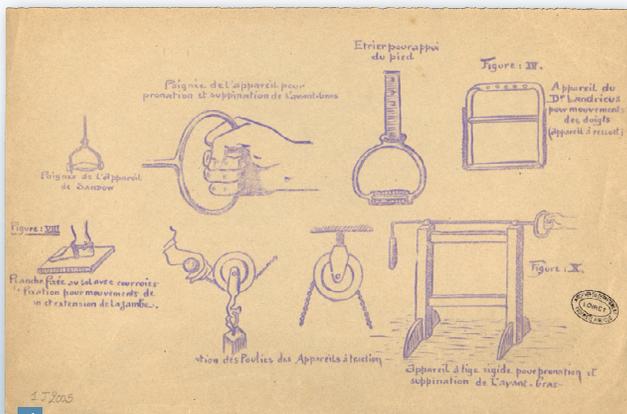
Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 3-145.

Dans les conversations de poilus, revient le thème de la « fine blessure » : celle qui délivrera le soldat en l'éloignant du front, sans lui laisser de séquelles traumatisantes ni suggérer une mutilation volontaire, passible de la peine de mort. Cependant, les fiches individuelles de mutilés du Loiret montrent bien que leur vie est trop souvent transformée à jamais.



3
Fonds des Mutilés du Loiret. Fiches de mutilés en 1917.

Arch. dép. du Loiret, 562 J 40.



4
Appareils de rééducation, papiers de S.A. Audoux, infirmier militaire au service de Santé de la 5^e Région.

Arch. dép. du Loiret, 1 J 2005.

En quatre ans la médecine évolue beaucoup, afin de s'adapter aux blessures d'un nouveau type : utilisation massive de la radiographie pour déceler les éclats de grenade ou d'obus, débuts de la chirurgie reconstructive pour redonner notamment un visage aux « gueules cassées », essais de traitements psychiatriques sur les traumatisés, etc. Les fiches de mécano thérapie conservées par l'infirmier militaire S.A. Audoux, évoquent avec puissance les souffrances endurées par les infirmes durant les soins.



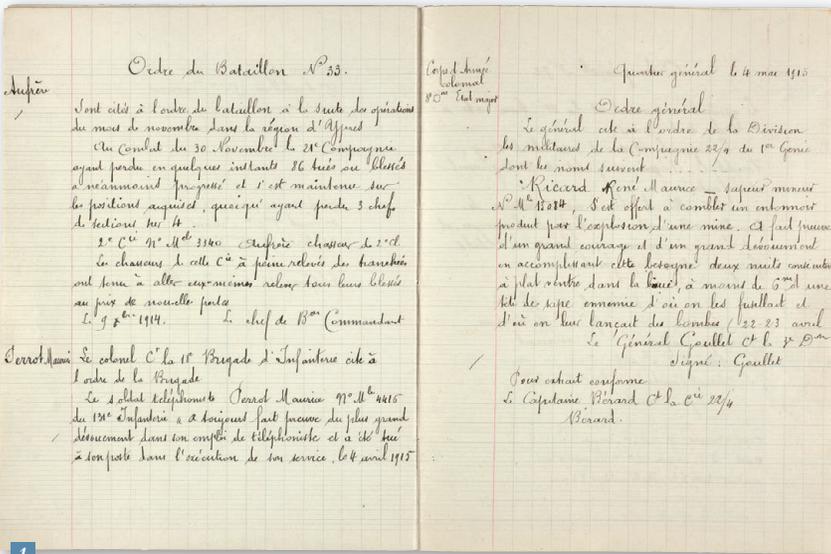
Le moral des soldats étant largement éprouvé par la dureté de la guerre, la hiérarchie militaire recourt à la valorisation des actions individuelles pour maintenir la vaillance des poilus. Les citations à l'ordre du jour, déjà utilisées auparavant, paraissent insuffisantes. En avril 1915 est créée la croix de guerre qui récompense tous les soldats ayant fait l'objet d'une citation pour acte de bravoure, avec une hiérarchie lisible dans l'ornementation du ruban : étoiles de bronze, d'argent, ou de vermeil pour les citations à l'ordre du régiment, de la brigade, de la division ou du corps d'armée, palme de bronze pour une citation à l'ordre de l'armée.

L'héroïsation des soldats

La célébration de l'héroïsme des combattants passe aussi par des articles de presse, des livres, des images, ou même des chansons composées en leur honneur. Ces dernières, s'appuyant généralement sur des airs connus, vantent le courage et le sacrifice des poilus ou, comme celle écrite par le poilu beauceron Émile Lemaire, se moquent de l'importance que l'arrière s'attribue dans la victoire finale.

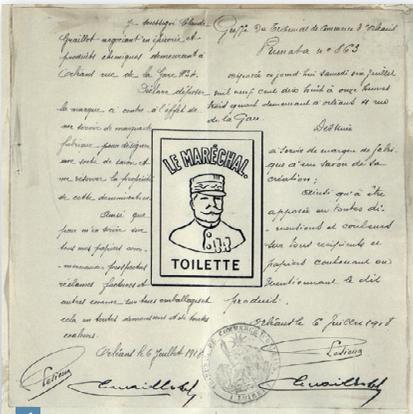


2
Croix de guerre d'Achille Saitteau.
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2021.

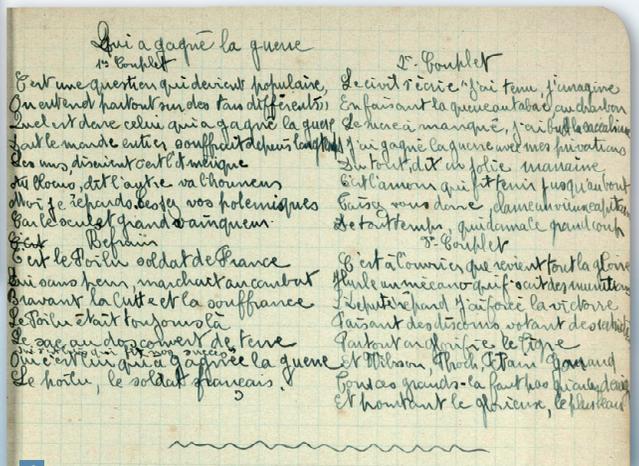


1
Citations de soldats originaires de Saint-Jean-de-Braye, décembre 1914 – mai 1915.
Arch. dép. du Loiret, 492 O-SUPPL 4 H 32.

Les chefs militaires, dont les images circulent en abondance pendant la guerre, forment une sorte de panthéon. Trois d'entre eux se voient conférer la dignité de maréchal : Joseph Joffre, Ferdinand Foch et Philippe Pétain. Leur nom et leur figure sont utilisés à des fins patriotiques, voire détournés pour une exploitation commerciale : à Orléans, en 1918, des savons sont vendus ornés d'un dessin évoquant un maréchal visiblement inspiré par Joffre.



4
« Le Maréchal », marque commerciale déposée en juillet 1918.
Arch. dép. du Loiret, 6 U 40180.

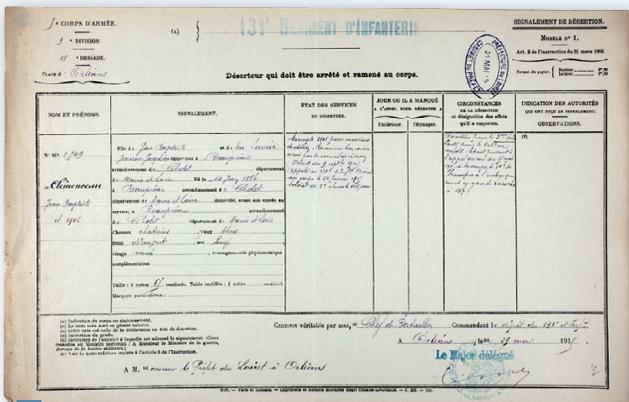


3
Paroles d'une chanson écrite par Émile Lemaire, vers 1919.
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2030.



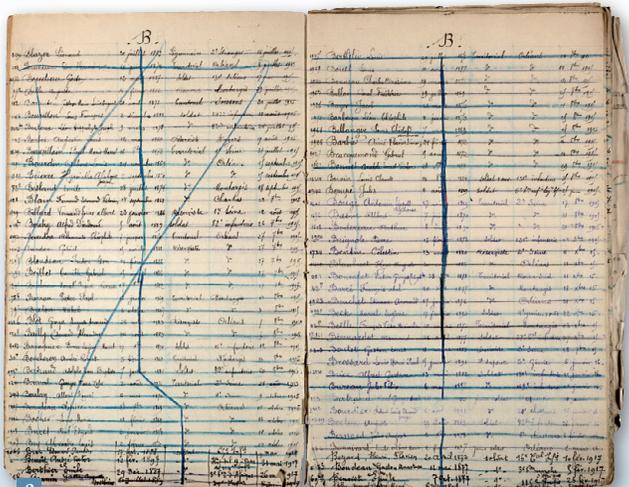
Refuser la guerre dans une France portée par le patriotisme n'est guère possible. Avant le déclenchement des hostilités, des militants de gauche font campagne pour la paix en organisant des réunions d'information, comme celle de la CGT à Orléans le 30 juillet 1914. Le lendemain, le socialiste Jean Jaurès est assassiné par Raoul Villain, qui voit en lui un ennemi de la patrie. La gauche française se rallie alors à l'Union sacrée et la guerre est acceptée par l'immense majorité de la population.

Les refus de guerre



2 **Signalement de la désertion de Jean-Baptiste Clemenceau, 29 mai 1915.**
Arch. dép. du Loiret, 1 R 4.

Toutefois l'enlèvement du conflit et les très nombreuses victimes qu'il cause ont un impact sur l'attitude de certains soldats qui préfèrent désertir. Ainsi en 1915, Jean-Baptiste Clemenceau, profitant d'une permission, ne réintègre pas son régiment, désertant pour la troisième fois. D'autres poilus demandent leur transfert vers des unités moins exposées que l'infanterie, comme la marine ou l'artillerie. Des jeunes gens devançant l'appel sous les drapeaux, ce qui leur permet de choisir leur arme d'affectation. Ces stratégies d'évitement montrent que certains poilus souhaitent augmenter leurs chances de survie sans être considérés comme des lâches.



3 **Cahier recensant les déserteurs, lettre B, juillet 1915 à juin 1917.**
Arch. dép. du Loiret, 1 R 70.



1 **Affiche de la CGT annonçant un meeting contre la guerre, 30 juillet 1914.**
Arch. dép. du Loiret, 4 M 14.

De leur côté, les autorités politiques et militaires veillent à étouffer toute tentative pacifiste pour éviter que l'opinion cesse d'accorder son soutien à la guerre. Les cartes postales les plus polémiques, voire provocatrices, sont retirées de la vente, et les articles de presse favorables à la paix sont systématiquement censurés. Ce n'est qu'après guerre que le pacifisme a pu éclore autour du slogan « Plus jamais ça ! ».



4 **Carte postale censurée.**
Arch. dép. du Loiret, 20 M 2.

La signature de l'armistice, le 11 novembre 1918, provoque un immense soulagement. Le préfet du Loiret envoie aussitôt des télégrammes dans les mairies pour faire sonner les cloches à toute volée et annoncer ainsi la bonne nouvelle. Ceux-ci expriment naturellement leur joie et les journaux décrivent les scènes de liesse observées partout, la population fêtant à la fois la victoire chèrement acquise et la fin de plus de quatre ans de guerre.



1 **Télégramme du préfet du Loiret à la mairie de Trainou, 11 novembre 1918.**

Arch. dép. du Loiret, 14 O-SUPPL 4 H 4.

La victoire et la démobilisation

Le retour des soldats, tenus éloignés de leurs proches pendant de longs mois, est attendu avec impatience. Cependant les nécessités militaires ne permettent pas de les libérer immédiatement, ce qui provoque un certain agacement chez les Français. Ce n'est que dans le courant de l'année suivante que les poilus peuvent regagner leurs foyers, et encore beaucoup d'entre eux doivent attendre les derniers mois de 1919, avec en guise de remerciements un petit pécule qui paraît dérisoire au regard des efforts consentis.



2 **Certificat de démobilisation de Gabriel Jauset, 15 septembre 1919.**

Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 5-395.



3 **Les fêtes de la victoire à Orléans, 14 juillet 1919.**

Arch. dép. du Loiret, 5 PH 1149, 1151.



La victoire n'est officiellement célébrée que le 14 juillet 1919, lors de grandes festivités organisées partout en France. Si les plus importantes se tiennent à Paris, avec un mémorable défilé sur les Champs Élysées, la province n'est pas en reste. À Orléans, les rues, pavoisées, richement décorées et abondamment fleuries, rendent hommage aux soldats à travers des panneaux suspendus sous lesquels la foule endimanchée se presse pour applaudir les fanfares militaires. Le 3 août 1919, pour le retour de la garnison d'Orléans, est organisée une cérémonie au cours de laquelle la population entonne en chœur *La Marseillaise* avec les poilus.



4 **Défilé des poilus, vers août 1919.**

Arch. dép. du Loiret, 22 Fi 181.



5 **Cérémonie place du Martrai à Orléans pour le retour de la garnison, 3 août 1919.**

Arch. dép. du Loiret, Cliché doc 4511.

L'importante mortalité parmi les soldats français, 900 par jour en moyenne, oblige l'armée à s'organiser en conséquence. Les annonces de décès sont transmises aux maires des villages qui ont la lourde responsabilité d'informer les familles. Pour celles-ci le traumatisme est d'autant plus fort que les hommes tombés au front sont le plus fréquemment inhumés sur place. L'administration va parfois jusqu'à envoyer un plan avec l'emplacement de la tombe dans un lointain cimetière, comme celui de Neuville dans la Meuse. Après la guerre, malgré l'hostilité des autorités, de nombreuses familles font la démarche de réclamer le rapatriement de la dépouille de leurs proches dans leur commune d'origine, obligeant l'État à leur accorder officiellement ce droit en 1920.

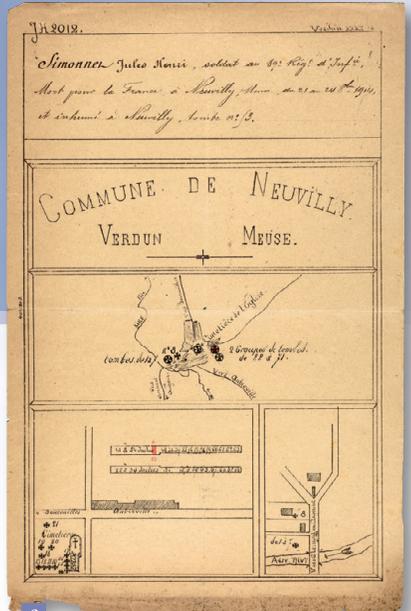


1 Tombe d'un soldat français tué le 6 septembre 1914 dans les environs de Vaubécourt (Meuse). Arch. dép. du Loiret, 510 J 2.

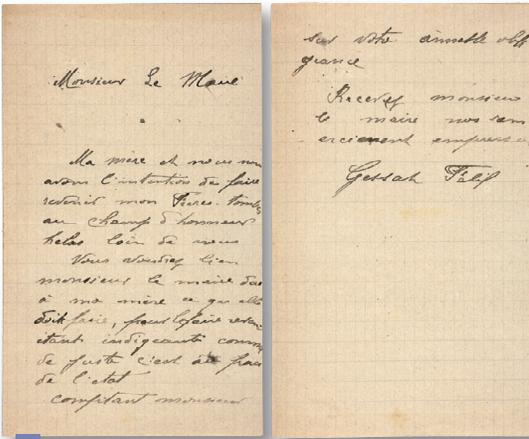
Les familles et le deuil



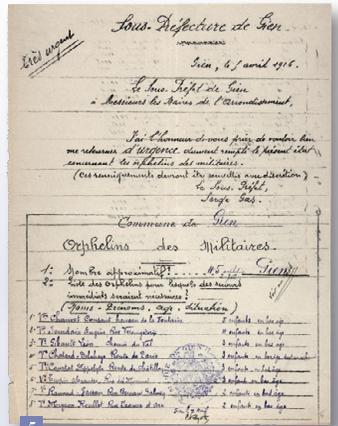
2 Avis d'inhumation de Jules Simonnet adressé au maire d'Auzy-le-Château, 15 mars 1916. Arch. dép. du Loiret, 361 O-SUPPL 4 H 6.



3 Emplacement de la tombe de Jules Simonnet à Neuville, Meuse. Arch. dép. du Loiret, 361 O-SUPPL 4 H 6.

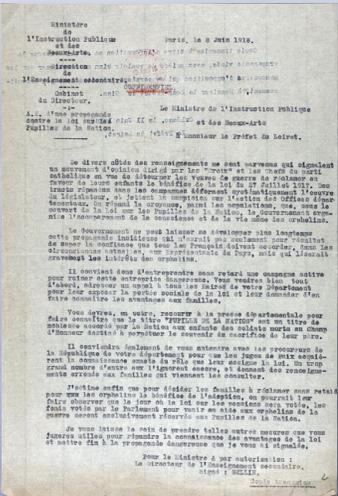


4 Demande d'aide au maire de Tigry pour le rapatriement d'un corps. Arch. dép. du Loiret, 510 O-SUPPL 4 H 3.



5 Recensement des veuves et orphelins de guerre ayant besoin d'un secours urgent à Gien, 5 avril 1916. Arch. dép. du Loiret, Z 80162 a.

La loi du 27 juillet 1917 instaure le titre de « pupille de la Nation » et celle du 31 mars 1919 sur les pensions crée le statut d'orphelin de guerre. Ces mesures ouvrent à environ un million d'enfants la possibilité d'une indemnisation pour les préjudices causés par la guerre. Elles se heurtent néanmoins à la résistance d'une partie de l'Église catholique, concurrencée dans son rôle d'assistance aux populations par un État laïque, mais elles sont largement approuvées et appliquées.



7 Circulaire du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts concernant la loi sur les pupilles de la Nation, 8 juin 1918. Arch. dép. du Loiret, Z 80162 a.



8 Adoption d'enfants par l'État au titre de pupilles de la Nation, 15 février 1928. Arch. dép. du Loiret, 405 O-SUPPL 2 H 10.

La guerre tue des hommes jeunes, souvent des pères de famille qui laissent derrière eux une veuve et des orphelins dans une situation difficile. Les services préfectoraux recensent les cas les plus problématiques : en avril 1916, huit familles de Gien ont besoin d'un secours urgent. Des aides leur sont accordées, mais les plaintes concernant la lenteur de l'examen des dossiers montrent qu'il n'est pas toujours facile de les obtenir dans un délai raisonnable.



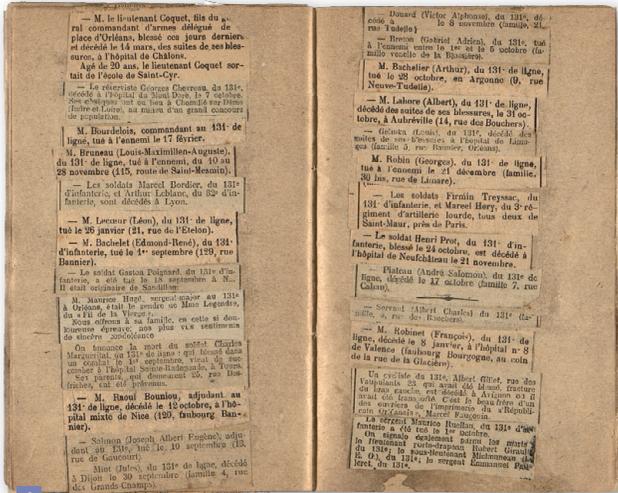
Le caractère extraordinaire de la Première Guerre mondiale n'a pu échapper aux soldats. Sa durée, son intensité, ses nouveautés en ont fait une expérience si exceptionnelle que les combattants ont souhaité en garder la trace. Le courrier qu'ils ont envoyé et les carnets qu'ils ont rédigés, d'abord conservés à titre sentimental, pouvaient devenir explicitement le support d'une mémoire individuelle consignée au jour le jour. À l'arrière, des cahiers compilant articles de presse et annonces de décès sont tenus par les familles et forment des livres-souvenirs.

Les souvenirs de la guerre

Sur le front, les longues journées d'attente qui précèdent la montée en première ligne sont l'occasion de fabriquer des souvenirs personnalisés. Appelée « artisanat de tranchée », cette activité consiste le plus souvent à remployer les douilles d'obus pour les transformer en objets du quotidien, comme des vases, ou simplement pour y graver le lieu et la date. Le bois est aussi un matériau très utilisé, par exemple pour réaliser des cartes postales ornées à partir d'écorce. Il existe donc une grande variété dans les formes prises par cet artisanat en fonction des capacités des soldats.



1 Carte postale envoyée par Émile Gallier le 22 janvier 1916.
Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 3-93.



2 Carnet-souvenir avec avis de décès collés.
Arch. dép. du Loiret, BH Br 330.



3 Objets fabriqués à partir de douilles d'obus.
Collection privée.



4 Carte postale sur écorce, 1915.
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2021.

Profitant de la mode, un commerce du souvenir se développe. Avant même la fin de la guerre, des marchands proposent des objets marqués au nom des batailles, comme ce foulard célébrant l'expédition de Salonique en 1916, ou des cartes postales évoquant les poilus. Après l'armistice, des photos sont vendues en lots tandis qu'apparaissent des circuits touristiques sur les lieux des combats et que des marques s'emparent du thème de la guerre pour en faire un argument de vente.



5 Foulard-souvenir de l'expédition de Salonique, 1916.
Arch. dép. du Loiret, 1 J 2021.



Le Loiret, affecté par la guerre de 1870, avait déjà connu le désir de ne pas laisser dans l'oubli les soldats et les lieux de combats du conflit précédent. Cependant, l'ampleur du deuil national consécutif à la Première Guerre mondiale, avec son million et demi de victimes, conduit à multiplier les constructions de monuments aux morts.



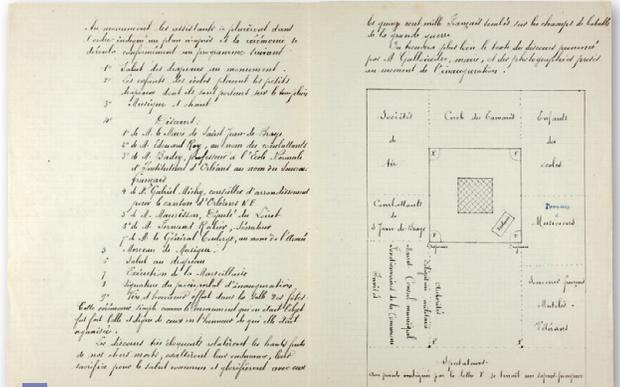
1 Le deuil et la mémoire s'expriment dans cette allégorie de la Patrie écrivant le nom des soldats défunts de Puisseaux.
Arch. dép. du Loiret, 12 Ph 2815.

Les monuments aux morts



2 À Beauges-la-Rolande, le poilu emporté dans l'action, sculpté par Charles Desvergnès, illustre la gloire des soldats.
Arch. dép. du Loiret, 12 Ph 1483.

Pour permettre le deuil des familles, et créer un lieu de partage et de commémoration publique, la quasi-totalité des communes décident d'ériger un monument à la mémoire de leurs « enfants » morts pour la Patrie. Elles veulent rappeler leur héroïsme aux générations à venir, comme à Beauges-la-Rolande, où Charles Desvergnès représente un poilu à l'assaut.



3 Déroulement de la cérémonie d'inauguration du monument aux morts de Saint-Jean-de-Braye, 1921.
Arch. dép. du Loiret, 492 O-SUPPL 3D5.

Il peut être au cœur du village pour être vu de tous, plutôt près de la mairie ou de l'église, selon l'orientation politique de la municipalité, ou dans un espace plus propice au recueillement comme le cimetière. Selon la taille ou les moyens de la commune, c'est une simple stèle ornée de symboles, ou une sculpture fabriquée en série choisie sur catalogue, voire une création d'architecte ou de sculpteur.

Le caractère collectif de cet hommage s'exprime notamment dans l'aide financière accordée par l'État aux communes et dans la participation personnelle des habitants. Mais il trouve son point d'orgue au moment de l'inauguration du monument qui rassemble les vivants et les morts. Sous l'égide de personnalités invitées, la cérémonie rappelle les sacrifices consentis par tous dans la célébration de ceux qui ont payé de leur vie la défense de la patrie.



4 Beaugency (Loiret) Inauguration du Monument, 1916-1918 - 26 Juin 1921. Sous la Présidence d'Albert GARRAUD, Ministre des Colonies Remise des Décorations par le Général MAUGOURT.
Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 276 et 11 Fi 277.

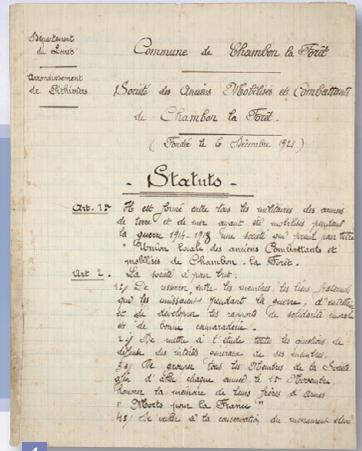


5 Inauguration du Monument, 1916-1918 - 26 Juin 1921. Sous la Présidence d'Albert GARRAUD, Ministre des Colonies Salut aux Drapeaux.
Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 276 et 11 Fi 277.

Beaugency, inauguration du monument aux morts sous la présidence d'Albert Sarraut, 1921.
Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 276 et 11 Fi 277.

Après la fin du conflit, les soldats rendus à la vie civile ont souhaité perpétuer le souvenir de l'aventure tragique qu'ils ont partagée. Si les monuments aux morts constituent la forme publique et le lieu privilégié d'expression de cette mémoire collective, cette dernière a été vigoureusement entretenue par les anciens combattants eux-mêmes, qui se sont regroupés en une multitude d'associations.

La mémoire de la guerre



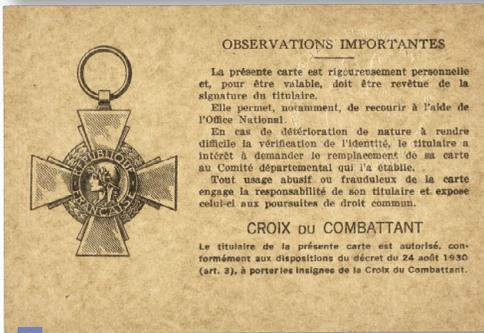
1 Statuts de la Société des anciens combattants et mobilisés de Chambon-la-Forêt, décembre 1921.

Arch. dép. du Loiret, 516 O-SUPPL 4 H 4.



3 Insigne de l'association "Le Bleuet de France"

Arch. dép. du Loiret, 562 J.



2 Carte du combattant d'Émile Gallier.

Arch. dép. du Loiret, 6 NUM 3-255.

Il s'agissait pour eux de revendiquer une reconnaissance de la part de la nation, reconnaissance à la fois symbolique, avec par exemple l'adoption du 11 novembre comme jour de commémoration de la guerre, et financière, avec l'instauration de pensions. Mais les associations contribuaient aussi à entretenir les relations de solidarité nouées au front alors que la mort frappait au hasard, semblant abolir distinctions sociales et clivages politiques. Ces hommes, dépositaires d'une expérience commune et unique, entendaient ainsi prolonger la fraternité combattante.



5 Diplôme remis à la ville de Trainou pour sa participation au financement du Mémorial de la bataille de Verdun, vers 1967.

Arch. dép. du Loiret, 14 O-SUPPL 4 H 7.



4 Article de La République du Centre évoquant la commémoration du cinquantième de la mobilisation, août 1964.

Arch. dép. du Loiret, PR R 201.

Le vieillissement puis la disparition des anciens combattants ont progressivement conduit à mettre l'accent sur les commémorations. La célébration du cinquantième sous la présidence de Charles de Gaulle, lui-même vétéran de la Grande Guerre, a donné lieu à des manifestations exceptionnelles, tout comme le centenaire de 2014-2018. Parallèlement se sont ouverts des musées dédiés à cette guerre, comme en 1967 le Mémorial de Verdun dont la construction a été soutenue par l'ancien combattant et écrivain loirétain Maurice Genevoix qui présidait le Comité national du souvenir de Verdun.